

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – PROJET DE RÉSOLUTION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé

Département	PRÉSIDENCE	Date	14 février 2025
Numéro	25.114	Heure	11h41

Auteur-e(-s) : Groupe VertPOP

Titre : La voix de la Suisse doit promouvoir activement la paix en Ukraine

Contenu :

Compte tenu du contexte géopolitique actuel, le Grand Conseil du canton de Neuchâtel fait parvenir au Conseil fédéral, respectivement aux commissions parlementaires compétentes, les demandes appuyées suivantes :

1. La voix diplomatique suisse doit rejoindre celle du corps diplomatique européen qui exige que l'Ukraine soit un partenaire à part entière dans le cadre des négociations qui vont s'ouvrir ;
2. La Suisse doit réaffirmer le principe indubitable que la paix ne peut en nulle circonstance être la conséquence de la reddition de l'Ukraine ;
3. Des efforts substantiels doivent être entrepris pour que la désinformation qui entoure le traitement de ce conflit soit minimisée ;
4. Le Parlement doit reconsidérer sa volonté de couper dans la coopération internationale pour éviter de fragiliser la stabilité internationale ;
5. Le Parlement est invité de manière appuyée à accepter le [programme](#) d'aide pour l'Ukraine 2025-2028.

Motivation (obligatoire) :

Le 12 février 2025, Donald Trump a approché Vladimir Poutine de manière bilatérale pour entamer un dialogue sur la fin de la « guerre en Ukraine ». Cette approche s'est faite sans aucune conciliation avec les partenaires diplomatiques que sont les pays européens, dont la Suisse, et en particulier l'Ukraine, qui est l'objet de l'invasion russe. Donald Trump n'a par la suite pas confirmé que l'Ukraine aurait un siège à la table des négociations, ce qui constituerait un renversement de l'ordre diplomatique qui prévalait depuis l'invasion à large échelle et ce qui mettrait un coup certain à la capacité de l'Ukraine à assurer sa défense.

La France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Ukraine et l'Union européenne, coordonnés par Kaja Kallas, ont publié dans la foulée une [réaction](#) forte et sans ambiguïté : « *Nos objectifs communs doivent être de placer l'Ukraine en position de force. L'Ukraine et l'Europe doivent faire partie de toute négociation. L'Ukraine doit bénéficier de solides garanties de sécurité.* » La Suisse doit se joindre à cet appel d'unité et utiliser sa force diplomatique pour faire pression afin que ces conditions soient respectées.

En outre, le Parlement doit remettre en question sa récente décision, dans le cadre du budget 2025, assorti du plan intégré des tâches et des finances 2026-2028, de couper dans la coopération internationale. Cette vision se prolonge dans les mesures d'allègement 2027 mises en consultation par le Conseil fédéral, et le Parlement devra se prononcer sur ce paquet probablement à la session d'automne 2025. Cet affaiblissement de la force diplomatique de la Suisse doit sans délai être reconsidéré au regard de l'instabilité géopolitique grandissante.

Demande d'urgence : OUI

Auteur-e ou premier-ère signataire : *prénom, nom* (obligatoire) :

Emile Blant

Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :
Céline Barrelet	Patrick Erard	